

Cayenne, le 25 avril 2018

Montagne d'or, le collectif Or de Question refuse que les règles du débat public soient dictées par la CTG

Suite à l'annonce de la modification des règles du déroulement du débat public par la Commission particulière du débat public (CPDP) concernant les prochaines réunions de proximité (Awala Apatou, Mana), les membres de Or de Question tiennent à dénoncer cette décision qui laisserait à penser que nous puissions être responsables des désordres, pourtant causés par des personnes extérieures au collectif.

Nous dénonçons la volonté d'imposer des questions écrites, car celles-ci nuiraient à la participation du public, à la parité des informations données et à la l'expression d'une contradiction saine qui doit être garantie durant ces échanges.

Or de Question souhaite que le débat puisse continuer dans son format initial dans la sérénité et une équité sur l'ensemble du territoire, et nous souhaitons avoir la possibilité de diffuser les mêmes images qu'à Saint Laurent du Maroni et Cayenne.

Il est impensable que les habitants des villages soient traités différemment que les citadins, maintenus dans l'ignorance des vrais enjeux de ce projet.

Nous dénonçons une décision qui semble faire échos aux propos tenus par le président de la CTG, M. Rodolphe Alexandre, qui, le 11 avril dernier, reprochait au président de la CPDP de donner la parole uniquement aux opposants, et lui demandait de "passer le relais" le jugeant incapable de mener à bien le débat. Or de Question refuse que les règles du débat public puissent être dictées par La CTG! La suite du débat public doit se dérouler sans pression extérieure, dans le respect des règles du débat démocratique et de l'opinion défendue par les opposants au projet Montagne d'or.